

Brochure n° 3099

Convention collective nationale

IDCC : 1424. – **RÉSEAUX DE TRANSPORTS PUBLICS URBAINS
DE VOYAGEURS**

ACCORD DU 23 JANVIER 2007
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA

NOR : *ASET0750493M*
IDCC : 1424

Les partenaires sociaux, réunis le 23 janvier 2007 en commission paritaire nationale des transports urbains de voyageurs :

Considérant les dispositions de l'annexe VI modifiée de la convention collective des réseaux de transports publics urbains de voyageurs ;

Considérant l'accord du 7 juillet 1994 sur l'évolution du salaire national minimum pour l'année 1994, fixant la valeur du point conventionnel de branche en mettant en place, à titre dérogatoire afin de porter le salaire minimum de la branche à un niveau supérieur au SMIC, des salaires minima mensuels forfaitisés pour les emplois correspondant aux coefficients 145 à 175 inclus de la grille de classification ;

Considérant que son avenant n° 1 du 13 avril 1995 a étendu le principe du salaire minimum mensuel forfaitisé aux coefficients 185 et 190 ;

Considérant que l'accord du 6 juillet 2005 sur l'évolution du salaire national minimum et des salaires minima mensuels a mis fin, pour le coefficient 190, à l'application du principe du salaire forfaitisé et a permis qu'il soit de nouveau calculé selon la formule « valeur du point multipliée par coefficient »,

Décident :

Article 1^{er}

Valeur du point conventionnel de branche

La valeur du point conventionnel de branche, définie à 7,07 € depuis le 1^{er} octobre 2005, est fixée à un montant de :

- 7,28 € à compter du 1^{er} février 2007 ;
- 7,32 € à compter du 1^{er} juillet 2007.

Article 2

Fixation des salaires minima mensuels forfaitisés de branche

Par dérogation aux dispositions de l'annexe VI modifiée et de l'article 1^{er} du présent accord, uniquement pour la durée d'application du présent accord, les salaires minima mensuels conventionnels des coefficients 145 à 175 inclus sont fixés forfaitairement aux montants suivants, aux dates visées :

(En euros.)

COEFFICIENT forfaitisés	AU 1 ^{er} JUILLET 2005 (pour mémoire)	AU 1 ^{er} FÉVRIER 2007	AU 1 ^{er} JUILLET 2007
145	1 265,65	1 303,62	1 309,95
155	1 282,65	1 321,13	1 327,54
170	1 292,32	1 331,10	1 337,55
175	1 306,31	1 345,50	1 352,03

Article 3

Salaires minimum mensuel forfaitisé de branche du coefficient 185

1 310,48 € au 1^{er} juillet 2005 (pour mémoire) ;

1 346,80 € à compter du 1^{er} février 2007 ;

1 354,20 € à compter du 1^{er} juillet 2007.

A compter du 1^{er} juillet 2007, lorsque la valeur du point visée à l'article 1^{er} du présent accord sera de 7,32 €, le salaire minimum conventionnel de branche correspondant au coefficient 185 sera de nouveau calculé conformément à l'annexe VI modifiée de la convention collective des réseaux de transports publics urbains de voyageurs, c'est-à-dire selon la formule de calcul « valeur du point multipliée par coefficient ».

Le présent article annule et remplace, pour le seul coefficient 185, les dispositions de l'avenant n° 1 du 13 avril 1995 à l'accord du 7 juillet 1994, ainsi que les avenants et accords postérieurs sur les salaires minima mensuels forfaitisés.

Ainsi, la valeur du point fixée à l'article 1^{er} du présent accord est applicable aux coefficients 185 inclus et supérieurs de la convention collective des réseaux de transports publics urbains de voyageurs.

Article 4

Entrée en vigueur de l'accord

Le présent accord est applicable à compter de sa signature et aux dates prévues aux articles 1, 2 et 3 ci-dessus.

Il annule et remplace l'accord du 6 juillet 2005 sur l'évolution du salaire national minimum et des salaires minima mensuels forfaitisés.

Article 5

Durée de l'accord

Le présent accord est conclu pour une durée déterminée de 1 an.

Article 6

Publicité et dépôt

Le présent accord fera l'objet d'un dépôt à la direction générale du travail et au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris et d'une demande d'extension dans les conditions fixées par les articles L. 132-10 et L. 133-8 et suivants du code du travail.

Fait à Paris, le 23 janvier 2007.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

Union des transports publics et ferroviaires (UTP).

Syndicats de salariés :

Fédération générale des transports (CFTC) ;

Fédération nationale des chauffeurs routiers poids lourds et assimilés (FNCR).